



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'AUBE

Direction Départementale
des Territoires
Secrétariat Général
Bureau Juridique

ARRÊTÉ

N° 10-0412 du 18 février 2010

Installations classées pour la protection de l'environnement
Société AUTO CASSE THIEBAULT à ROSIERES PRES TROYES
Mise en demeure

Le Préfet de l'AUBE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement CHAMPAGNE-ARDENNE	
ARRIVÉ LE	18 FEV. 2010
Enregistrement N°: 346 Unité territoriale de TROYES	

VU le Code de l'Environnement et notamment son Livre V relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, Titre 1^{er} consacré aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L.514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n°10-0168 du 19 janvier 2010 autorisant la société AUTO CASSE THIEBAULT à exploiter sur le territoire de la commune de ROSIERES-PRES-TROYES sur les parcelles cadastrales 244, 304, 306 et 343 de la section ZC une installation de stockage et de récupération de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objets en métal et de véhicules hors d'usage,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 février 2010 relatif à la visite d'inspection inopinée réalisée le 09 février 2010,

CONSIDERANT que la visite d'inspection inopinée du 09 février 2010 a mis en évidence le stockage de véhicules hors d'usage appartenant à la société AUTO CASSE THIEBAULT sur la parcelle ZC 437,

CONSIDERANT que la visite d'inspection inopinée du 09 février 2010 a mis en évidence un non-respect des conditions de stockage prescrites à l'article 3.9 de l'arrêté susvisé,

CONSIDERANT que cette situation est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement,

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires ;

ARRETE

ARTICLE PREMIER -

La société AUTO CASSE THIEBAULT, sise 12 rue Denis Papin, ZI des Pivoisons à ROSIERES PRES TROYES, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°10-0168 du 19 janvier 2010 l'autorisant à exploiter sur le territoire de la commune de ROSIERES-PRES-TROYES sur les parcelles cadastrales 244, 304, 306 et 343 de la section ZC une installation de stockage et de récupération de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objets en métal et de véhicules hors d'usage dans les conditions définies à l'article 2 de cet arrêté.

ARTICLE 2 -

La société AUTO CASSE THIEBAULT procèdera à l'évacuation des véhicules hors d'usage qu'elle a déposés sur la parcelle 437 de la section ZC dans un délai de huit jours.

Lors de ce transfert, la société AUTO CASSE THIEBAULT respectera les conditions de stockage visées à l'article 3.9 de l'arrêté préfectoral n°10-0168 du 19 janvier 2010.

ARTICLE 3 -

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions des articles 1 et 2 du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement, Livre V - Titre I^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 4 -

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer, Direction Générale de la Prévention des Risques, bureau du contentieux, 92055 LA DEFENSE cedex, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE – 25 rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5 -

Le présent arrêté est notifié à la société AUTO CASSE THIEBAULT.

Une copie de ce dernier est déposée aux archives de la Mairie de ROSIERES PRES TROYES pour y être tenue à disposition de toute personne intéressée.

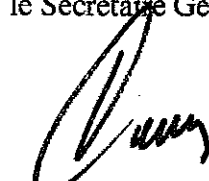
Un extrait est affiché à la Mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le Maire à la Direction Départementale des Territoires – Bureau Juridique.

ARTICLE 6 -

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aube, Monsieur le Directeur Départemental des territoires de l'Aube, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et Monsieur le Maire de ROSIERES PRES TROYES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

TROYES, le 18 février 2010

pour le Préfet,
le Secrétaire Général



Thierry PETIT

